

ALAIN BADIOU :

Penser les meurtres de masse du 13 novembre

Je voudrais parler ce soir de ce qui est arrivé, le vendredi 13 novembre, de ce qui nous est arrivé, de ce qui est arrivé à cette ville, à ce pays, à ce monde finalement.

Je voudrais d'abord dire dans quel état d'esprit je pense qu'il faut parler de ce qui est une atroce tragédie ; parce qu'évidemment, comme on le sait, et comme c'est dangereusement martelé par la presse et par les autorités, la fonction de l'affect, de la réaction sensible est, dans ce genre de situation, inévitable, et dans un certain sens indispensable. Il y a quelque chose comme un traumatisme, comme le sentiment d'une exception intolérable au régime de la vie ordinaire, d'une irruption insupportable de la mort. C'est là quelque chose qui s'impose à tous et qu'on ne peut pas contenir, ni critiquer.

Cependant, il faut tout de même savoir -- c'est un point de départ pour la prise en compte de ce que j'appelle l'état d'esprit -- que cet inévitable affect, dans ce genre de circonstances tragiques, expose à plusieurs risques, risques que je voudrais quand même rappeler, pour indiquer ce que sera ma méthode.

Je vois trois risques principaux auxquels nous exposerait, après ce drame, la domination sans partage du traumatisme et de l'affect.

Le premier, c'est d'autoriser l'État à prendre des mesures inutiles et inacceptables, mesures qui, en réalité, fonctionnent à son propre profit. L'État est brusquement mis sur le devant de la scène et il retrouve momentanément, ou il croit retrouver, une fonction de représentation symbolique, de garant de l'unité de la nation, et autres postures semblables. Ce qui nous permet, j'y reviendrai, de percevoir dans le personnel dirigeant une assez sinistre, mais évidente jouissance de cette situation criminelle. Dans ces conditions, il faut quand même garder une mesure. Il faut rester capable de mesurer dans ce qui est fait, dans ce qui est prononcé, ce qui est inévitable et nécessaire et ce qui est inutile ou inacceptable. C'est la première précaution que je vois, une précaution de mesure au regard du caractère, je le répète encore une fois, inévitable et indispensable de l'affect.

Le deuxième risque de cette domination du sensible, appelons-le comme ça, c'est de renforcer

les pulsions identitaires. C'est un mécanisme naturel là aussi. Il est évident que lorsque quelqu'un meurt accidentellement dans une famille, la famille se regroupe, se resserre et, dans un certain sens, se renforce. Ces jours-ci on nous assure, on nous dit, on nous redit, le drapeau tricolore à la main, qu'un horrible massacre sur le territoire français ne peut que renforcer le sentiment national. Comme si le traumatisme renvoyait automatiquement à une identité. D'où que les mots « français » et « France » sont prononcés de toutes parts comme une composante évidente de la situation. Eh bien, il faut poser la question : à quel titre ? Qu'est-ce au juste que la « France » dans cette affaire ? De quoi parle-t-on quand on parle aujourd'hui de la « France » et des « Français » ? En réalité, ce sont là des questions très complexes. Il faut absolument ne pas perdre de vue cette complexité : les mots « France », « français », n'ont aujourd'hui aucune signification particulièrement triviale, particulièrement évidente. En outre, je pense qu'il faut faire l'effort, contre justement cette pulsion identitaire, qui renferme l'événement terrible dans une sorte de faux-semblant, de se souvenir que de tels meurtres de masse effrayants arrivaient et arrivent tous les jours ailleurs. Tous les jours, oui, au Nigeria et au Mali, encore tout récemment, en Irak, au Pakistan, en Syrie... Il est important de se souvenir aussi qu'il y a quelques jours plus de deux cents Russes ont été massacrés dans leur avion saboté, sans que l'émotion, en France, ait été considérable. Peut-être les supposés « Français » identifiaient-ils tous les Russes au méchant Poutine !

Je pense que c'est une des tâches fondamentales de la justice d'élargir toujours, autant qu'elle le peut, l'espace des affects publics, de lutter contre leur restriction identitaire, de se souvenir et de savoir que l'espace du malheur est un espace que nous devons envisager, en définitive, à l'échelle de l'humanité tout entière, et que nous ne devons jamais enfermer dans des déclarations qui le restreignent à l'identité. Sinon, est attesté à travers le malheur lui-même que ce qui compte ce sont les identités. Or l'idée que ce qui compte dans un malheur est seulement l'identité des victimes est une perception périlleuse de l'événement tragique lui-même, parce qu'inévitablement *cette idée transforme la justice en vengeance*.

Évidemment, la tentation de la vengeance, dans ce genre de crime de masse, est une pulsion qui semble naturelle. La preuve en est que dans nos pays, qui se vantent toujours de leur Etat de droit et qui rejettent la peine de mort, la police, dans le genre de circonstances que nous connaissons, tue les meurtriers dès qu'elle les trouve, sans, c'est le cas de le dire, sans autre forme de procès, et que personne, semble-t-il, ne s'en formalise. Il faut cependant se rappeler que la vengeance, loin d'être une action juste, ouvre toujours un cycle d'atrocités. Dans les grandes tragédies grecques, il y a bien longtemps, on oppose la logique de la justice à la logique de la vengeance. L'universalité de la justice est à l'opposé des vengeances familiales, provinciales, nationales, identitaires. C'est le sujet fondamental de *l'Orestie* d'Eschyle. Le ressort identitaire de la tragédie, c'est tout de même le péril de concevoir la recherche des meurtriers comme une pure et simple traque vengeresse : « Nous allons à notre tour tuer ceux qui ont tué. » Peut-être y a-t-il quelque chose d'inévitable dans le désir de tuer ceux qui ont

tué. Mais il n'y a certes pas lieu de s'en réjouir, de le clamer ou de le chanter comme une victoire de la pensée, de l'esprit, de la civilisation et de la justice. La vengeance est une donnée primitive, abjecte, et de surcroît dangereuse, c'est ce que déjà les Grecs nous ont appris il y a longtemps.

De ce point de vue-là, je voudrais aussi m'inquiéter de choses qui ont été saluées comme des évidences. Par exemple : la déclaration d'Obama. Elle n'avait l'air de rien, cette déclaration. Elle revenait à dire que ce crime terrible n'était pas seulement un crime contre la France, un crime contre Paris, mais un crime contre l'humanité. Très bien, très juste. Mais le président Obama ne déclare pas cela à chaque fois qu'il y a un meurtre de masse de ce genre, il ne le fait pas quand les choses se passent lointainement, dans un Irak devenu incompréhensible, dans un Pakistan brumeux, dans un Nigeria fanatique, ou dans un Congo qui est au cœur des ténèbres. Et donc, l'énoncé contient l'idée, supposée évidente, que cette humanité meurtrie réside plutôt en France, et sans doute aussi aux Etats-Unis, qu'au Nigeria ou en Inde, en Irak, au Pakistan ou au Congo.

En vérité, Obama veut nous rappeler que pour lui l'humanité est d'abord identifiable dans notre bon vieil Occident. Que l'on puisse ainsi dire : humanité = Occident, nous l'entendons, comme une basse continue, dans bien des déclarations, officielles ou journalistiques. Une des formes de cette inacceptable présomption identitaire prend la forme, sur laquelle je reviendrai, de l'opposition entre barbares et civilisés. Or il est scandaleux, du point de vue de la justice la plus élémentaire, de laisser entendre, même sans le vouloir, même indirectement, qu'il y a des parties de l'humanité qui sont plus humaines que d'autres, et je crains que dans cette affaire cela ait été fait et que cela continue d'être fait.

Je pense qu'il faut rompre avec l'habitude très présente, y compris dans la manière dont les choses sont racontées, présentées, disposées, ou au contraire sont tuées, raturées, oui, il faut perdre l'habitude, presque inscrite dans l'inconscient, de penser qu'un mort occidental c'est terrible et que mille morts en Afrique, en Asie ou au Moyen-Orient, voire même en Russie, ça n'est finalement pas grand-chose. Ça, c'est tout de même l'héritage de l'impérialisme colonial, l'héritage de ce qu'on appelle l'Occident, à savoir les pays avancés, civilisés, démocratiques : cette habitude de se voir soi-même comme représentant l'humanité tout entière et la civilisation humaine en tant que telle. C'est le deuxième péril qui nous guette, si nous réagissons sur la seule base de nos affects.

Et puis il y a un troisième péril, qui est de faire exactement ce que les meurtriers désirent, c'est-à-dire obtenir un effet démesuré, occuper la scène interminablement de façon anarchique et violente, et finalement créer dans l'entourage des victimes une passion telle qu'on ne pourra, à terme, plus distinguer entre ceux qui ont initié le crime et ceux qui l'ont subi. Parce que le but de ce type de carnage, de ce type de violence abjecte, c'est de susciter chez les

victimes, leurs familles, leurs voisins, leurs compatriotes, une sorte de sujet obscur, je l'appelle comme ça, un sujet obscur à la fois déprimé et vengeur, qui se constitue en raison du caractère de frappe violente et presque inexplicable du crime, mais qui est aussi homogène à la stratégie de ses commanditaires. Cette stratégie anticipe les effets du sujet obscur : la raison va disparaître, y compris la raison politique, l'affect va prendre le dessus et on répandra ainsi partout le couple de la dépression abattue -- « je suis hébété », « je suis choqué » -- et de l'esprit de vengeance, couple qui va laisser l'Etat et les vengeurs officiels faire n'importe quoi. Ainsi, conformément aux désirs des criminels, ce sujet obscur se révélera capable à son tour du pire, et devra à terme être reconnu par tous comme symétrique des organisateurs du crime.

Alors, pour parer à ces trois risques, je pense qu'il faut parvenir à *penser* ce qui est arrivé. Partons d'un principe : *rien de ce que font les hommes n'est inintelligible*. Dire : « je ne comprends pas », « je ne comprendrai jamais », « je ne peux pas comprendre », c'est toujours une défaite. On ne doit rien laisser dans le registre de l'impensable. C'est la vocation de la pensée, si l'on veut pouvoir, entre autres choses, s'opposer à ce qu'on déclare impensable, que de le penser. Bien entendu, il y a des conduites absolument irrationnelles, criminelles, pathologiques, mais tout cela constitue pour la pensée des objets comme les autres, qui ne laissent pas la pensée dans l'abandon ou dans l'incapacité d'en prendre la mesure. La déclaration de l'impensable c'est toujours une défaite de la pensée, et la défaite de la pensée c'est toujours la victoire précisément des comportements irrationnels, et criminels.

Je vais donc tenter ici devant vous, une élucidation intégrale de ce qui est arrivé. Je vais en quelque sorte traiter ce meurtre de masse comme un des nombreux symptômes actuels d'une maladie grave du monde contemporain, de ce monde dans son entier, et je vais essayer d'indiquer les exigences ou les chemins possibles d'une guérison à long terme de cette maladie, dont la multiplication des événements de ce genre dans le monde est un symptôme particulièrement violent et particulièrement spectaculaire.

Cette volonté d'élucidation intégrale va commander le plan de mon exposé, sa logique.

Je vais d'abord tenter d'aller de la situation d'ensemble du monde telle que je la vois, telle que je crois qu'on peut la penser synthétiquement, aux crimes de masse et à la guerre qui, du côté de l'État, a été prononcée ou déclarée. Et puis, je vais remonter de là, par un mouvement inverse, vers la situation d'ensemble non plus telle qu'elle est, mais telle qu'il faut désirer qu'elle devienne, vouloir et agir pour que de semblables symptômes disparaissent.

Dans un premier temps notre mouvement ira donc de la généralité de la situation du monde à l'événement qui nous importe, puis nous reviendrons de l'événement qui nous importe à la situation du monde telle que nous l'aurons éclairée. Ce mouvement d'aller-retour devrait nous permettre d'indiquer un certain nombre de nécessités et de tâches.

Il comportera sept parties successives. Vous en avez donc pour un moment !

La première partie présentera la structure objective du monde contemporain, le cadre général de ce qui se produit, qui s'est produit ici, mais se produit ailleurs quasiment tous les jours. C'est la structure objective du monde contemporain telle qu'elle s'est mise en place depuis les années quatre-vingt du dernier siècle. Où en est notre monde, du point de vue de ce qui a été ainsi mis en place insidieusement, puis de façon évidente, puis avec acharnement, depuis un peu plus de trente ans ?

Deuxièmement, j'examinerai les effets majeurs de cette structure du monde contemporain sur les populations, sur leur diversité, sur leur enchevêtrement et sur leurs subjectivités.

Cela préparera mon troisième point, qui concerne les subjectivités typiques ainsi créées. Je crois en effet que ce monde a créé des subjectivités singulières, caractéristiques de la période. Comme vous le verrez, je distinguerai trois subjectivités typiques.

La quatrième partie, qui va me rapprocher de l'objet propre de cet exposé, portera sur ce que j'appellerai les figures contemporaines du fascisme. Comme vous le verrez, je pense que les acteurs de ce qui s'est passé là méritent d'être appelés des fascistes, en un sens renouvelé et contemporain du terme.

C'est parvenu à ce point, que j'entreprendrai de remonter dans l'autre sens, vers ce que nous devons faire pour changer le monde, de telle sorte qu'en soient exclus de pareils symptômes criminels. Ma cinquième partie sera donc consacrée à l'événement lui-même, dans ses différentes composantes. Qui sont les tueurs ? Qui sont les agents de ce meurtre de masse ? Et comment qualifier leur action ?

Sixièmement, nous aurons la réaction de l'État et le façonnage de l'opinion publique autour des deux mots « France » et « guerre ».

La septième partie sera entièrement consacrée à la tentative de construire une pensée différente, c'est-à-dire de se soustraire à ce façonnage de l'opinion publique et à l'orientation réactive de l'État. Elle portera sur les conditions, éclairées par l'ensemble du trajet, de ce que j'appellerai un retour de la politique, au sens d'un retour de la politique d'émancipation, ou d'un retour d'une politique qui refuse toute inclusion dans le schéma du monde dont je serai parti.

I. Structure du monde contemporain

Il va s'agir de la structure du monde contemporain, telle qu'à la fois je la vois et telle qu'elle va nous servir évidemment à éclairer ce qui est notre enjeu. Je pense qu'on peut la décrire, à grands traits, autour de trois thèmes, thèmes qui sont profondément intriqués, profondément emmêlés.

D'abord, cela peut paraître d'une banalité affligeante, mais à mon avis, les conséquences de cette banalité sont loin d'être tirées : depuis trente ans, ce à quoi on assiste, c'est au triomphe du capitalisme mondialisé.

Ce triomphe, c'est d'abord, de façon particulièrement visible, le retour d'une sorte d'énergie primitive du capitalisme, ce qu'on a appelé d'un nom contestable le néo-libéralisme, et qui est en fait la réapparition et l'efficacité retrouvée de l'idéologie constitutive du capitalisme depuis toujours, à savoir le libéralisme. Il n'est pas sûr que « néo » soit justifié. Je ne crois pas que ce qui se passe soit si « néo » que ça, quand on y regarde de près. En tout cas, le triomphe du capitalisme mondialisé, c'est une espèce d'énergie retrouvée, la capacité revenue et incontestée d'afficher, de façon maintenant publique et sans la moindre pudeur, si je puis dire, les caractéristiques générales de ce type très particulier d'organisation de la production, des échanges, et finalement des sociétés tout entières, et aussi sa prétention à être le seul chemin raisonnable pour le destin historique de l'humanité. Tout cela, qui a été inventé et formulé vers la fin du XVIIIe siècle en Angleterre et qui a dominé ensuite sans partage pendant des décennies, a été retrouvé avec une sorte de joie féroce par nos maîtres d'aujourd'hui.

Mondialisé, c'est une inflexion un peu différente. Nous avons aujourd'hui un capitalisme installé de façon explicite à une échelle qui est l'échelle planétaire. Ce qui fait que ce capitalisme mondialisé est, non seulement, un capitalisme qui a retrouvé son énergie dissolvante, mais qui, aussi, l'a développée de telle sorte qu'à présent on peut dire que, considéré comme une structure globale, le capitalisme constitue une maîtrise pratiquement incontestée de l'ensemble de la planète.

Le deuxième thème, c'est l'affaiblissement des États. C'est une conséquence assez subtile du premier mais qui est tout à fait intéressante à dégager.

Vous savez tous que l'un des thèmes les plus moqués du marxisme a été le thème du dépérissement de l'État. Le marxisme annonçait que la réorganisation de l'État, après la destruction révolutionnaire des Etats-nations dominés par le capitalisme, déploierait en définitive, par un puissant mouvement collectif de type communiste, une société sans Etat, une société que Marx appelait celle de « l'association libre ». Eh bien, nous assistons à un phénomène tout à fait pathologique, à savoir à un processus capitaliste de dépérissement des Etats. C'est un phénomène fondamental aujourd'hui, même s'il est masqué par la subsistance, pour un temps historique probablement assez long, de pôles étatiques d'une assez forte

puissance. En vérité, la logique générale du capitalisme mondialisé, c'est de n'avoir pas de rapport direct et intrinsèque à la subsistance d'États nationaux, parce que son déploiement est aujourd'hui transnational. Dès les années soixante, on avait mis en évidence le caractère multinational des grandes firmes. Mais ces grandes firmes sont devenues depuis des monstres transnationaux d'une tout autre nature.

Enfin, le troisième thème, c'est ce que j'appellerais les nouvelles pratiques impériales, les modes d'action en force, si je puis dire, de l'extension mondiale du capitalisme, les nouvelles figures de l'impérialisme, c'est-à-dire de la conquête de la planète, en tant que base d'existence et de profit du capitalisme lui-même.

Je reprends ces thèmes l'un après l'autre.

1) Le triomphe du capitalisme mondialisé

Le triomphe du capitalisme mondialisé est une évidence que tout le monde a présente à l'esprit. Aujourd'hui, le marché mondial est le repère absolu de l'historicité planétaire. C'est de lui qu'il est question à tout moment. On sait très bien que dès que la Bourse de Shanghai a des frissons, le monde entier s'inquiète, semble terrorisé, se demande ce qui va arriver, et ainsi de suite...

L'agressivité qui accompagne cette extension du caractère dominant du marché mondial comme repère de l'historicité planétaire, est particulièrement spectaculaire. Nous assistons aujourd'hui à la destruction, partout, des tentatives antérieures d'introduire dans le capital, une mesure. J'appelle « mesure » les compromis passés, notamment dans la période de l'après-dernière Guerre mondiale, entre la logique du capital et d'autres logiques. D'autres logiques qui pouvaient être des logiques de contrôle étatique, de concessions faites aux syndicats, de réticence devant les concentrations industrielles et bancaires, de logiques de nationalisations partielles, de mesures de contrôle de certains excès de la propriété privée, de lois antitrust... Il y avait aussi l'introduction de mesures étendant les droits sociaux de la population, comme la possibilité pour tout un chacun d'accéder aux soins, ou de formes de limitation de l'exercice privé des fonctions libérales, etc, etc.

Tout cela est en train d'être méthodiquement détruit, y compris dans les pays qui en étaient le paradigme. Je ne parle même pas des états socialistes, de feu les pays socialistes : la France était un des pays qui offrait le plus d'exemples de cet esprit de mesure. Or on détruit tout cela aujourd'hui avec une application extrême. On a commencé évidemment par les dénationalisations, par les privatisations. Le mot « privatisation » est tout à fait agressif, même si nous ne nous en rendons plus compte. C'est un mot qui désigne directement le fait

que des activités qui étaient destinées au bien public doivent être restituées à la propriété privée comme telle. C'est un mot d'une agressivité extraordinaire, bien qu'il soit maintenant devenu une banalité. De même, et de façon incessante —qu'il s'agisse de la droite ou de la gauche, il n'y a sur ce point aucune différence —des pans entiers de la législation sociale sont défaits, qu'on pense au code du travail, à la sécurité sociale, au système éducatif...

Il faut bien voir que la victoire objective du capitalisme mondialisé est une pratique destructrice, agressive. Ce n'est pas seulement une espèce d'expansion raisonnée ou raisonnable d'un système particulier de production. Et on ne peut qu'être inquiet de la faible résistance au regard de ces destructions successives. Cette résistance est en fait une constante reculade. Elle est localisée, dispersée, corporatiste très souvent, sectorielle, aucune vision d'ensemble ne la soutient. En réalité, cette reculade est ininterrompue depuis trente ans.

Tendanciellement, nous avons une représentation dominante qui interdit que soit infligée au capitalisme la moindre forme de mesure. En ce sens, nous pouvons dire que la logique du capital est libérée. Le libéralisme est libéré. Voilà. Nous assistons depuis trente ans, les bras ballants, à la libération du libéralisme. Et cette libération prend deux formes : la mondialisation, c'est-à-dire, l'expansion ininterrompue du capitalisme à des territoires entiers, comme la Chine, et en même temps l'extraordinaire puissance de la concentration du capital, c'est-à-dire de ce mouvement dialectique caractéristique du capital : il s'étend, et en s'étendant il se concentre. L'expansion et la concentration sont deux modalités, absolument liées l'une à l'autre, du caractère protéiforme du capital.

Les concentrations se poursuivent donc en même temps que les privatisations et les destructions s'accélèrent. Vous avez tous remarqué, parce qu'elle a un côté un peu spectaculaire, la récente fusion de la Fnac et de Darty, deux des perles de la grande distribution. On a là une fusion du livre et du frigidaire. Que le but soit strictement financier est clair, et caractérise la fusion purement capitaliste, sans intérêt aucun pour le public. Ces concentrations créent ainsi progressivement des pôles de puissance comparables aux États, sinon supérieurs à beaucoup d'entre eux. Il s'agit de pôles de puissance financiers, productifs parfois, spéculatifs, concernant toujours un personnel considérable, souvent dotés de puissantes milices, et qui se répandent partout, souvent par la force, toujours par la corruption. Ces pôles sont transnationaux, si bien qu'ils ont un rapport diagonal aux États. Au regard de ces puissances transnationales et massives, la souveraineté étatique ne va nullement de soi. C'est ainsi qu'on peut constater que des firmes de dimension considérable, la plus grande firme française par exemple, Total, ne paie aucun impôt en France. En quoi donc consiste son caractère « français » ? Bon, son siège doit être quelque part à Paris, mais... L'État français, vous le voyez, n'a pas de prise véritable y compris sur des pôles de puissance qui affichent leur nationalité française. Il y a, en cours, une victoire, vaste et ramifiée, des firmes transnationales sur la souveraineté des États.

Mais il y a aussi une victoire subjective qui accompagne cette victoire objective du capitalisme. C'est le déracinement total de l'idée même d'un autre chemin possible. Ça, c'est d'une importance considérable, parce que c'est l'affirmation, en quelque sorte stratégique, qu'une autre orientation globale, systémique, de l'organisation de la production et du jeu social est pour l'instant pratiquement absente. De sorte que, y compris les propositions de résistance, les propositions de réintroduire la mesure, etc. se situent déjà dans une vision défaitiste du mouvement général. Elles ne sont pas inscrites dans une stratégie qui serait de reconquête de la territorialité de l'Idée. Mais elles sont la nostalgie impuissante de l'époque des compromis sociaux et des mesures de contrôle semi-étatique du capital.

Il est frappant de voir que le programme du Conseil National de la Résistance est devenu le magnifique modèle nostalgique de la France. Soit l'époque où, au sortir de l'occupation nazie, pendant laquelle les capitalistes français avaient très souvent collaboré avec l'occupant, l'alliance des gaullistes et des communistes a imposé d'importantes mesures d'étatisation et de redistribution sociale.

Mais cette nostalgie du programme réformiste de la fin de la guerre oublie qu'à l'époque, premièrement on sortait d'une guerre mondiale, deuxièmement la bourgeoisie collaboratrice n'osait pas se montrer, et troisièmement, il y avait un puissant parti communiste. Aujourd'hui, rien de tout cela n'existe. Et la nostalgie du programme social du CNR est une rêverie complètement décollée de la victoire subjective spectaculaire du capitalisme mondialisé. Cette victoire a fait qu'en un temps assez court, entre 1975 et aujourd'hui, a été annulée, réduite à presque rien, la force de l'idée que, quelles que soient les difficultés, une autre possibilité existait. Idée qui, encore dans les années 60-70 du dernier siècle, animait dans le monde entier des millions de révoltés politiques.

Cette idée, dont le nom générique, depuis le XIXe siècle, est « communisme », est aujourd'hui tellement malade qu'on a honte de seulement la nommer. Enfin, pas moi. Mais au niveau d'ensemble, elle est criminalisée. Cette criminalisation peut avoir des raisons : Staline, etc. Mais le but poursuivi par les tenants de la mondialisation capitaliste n'est aucunement un but éthique, comme leurs plumitifs le font croire. Ils ont pour but le déracinement, si possible définitif, de l'idée d'une alternative globale, mondiale, systémique, au capitalisme. On est passé du deux à l'un. Ça, c'est fondamental. Ce n'est pas la même chose quand sur une même question, il y a deux idées en conflit ou quand il n'y en a qu'une. Et cette unicité est le point-clef du triomphe subjectif du capitalisme.

2) L'affaiblissement des États

Les États ne sont en définitive, aujourd'hui, que les gestionnaires locaux de cette vaste structure mondiale. Ils sont une espèce de médiation, d'ailleurs instable, entre la logique

générale que je viens de décrire et les situations particulières, définies par pays, coalitions, fédérations, États... Ça dépend des cas. Et il s'en faut de beaucoup que la norme de la puissance soit représentée par les États et par eux seuls. Bien sûr, il existe encore des pôles étatiques constitués ou qui manifestent encore une certaine vigueur, les grands pôles de type États-Unis, Chine. Mais, même dans ces cas-là, le processus est celui que nous avons décrit. Ces grands pôles ne sont pas porteurs d'autre chose. Comme je l'ai rappelé, de grandes firmes ont la taille des États moyens. Il est d'ailleurs très frappant que les banques elles-mêmes soient devenues des ensembles si considérables, qu'on admet, comme un axiome, que leur chute est impossible : « Too big to fail. » Trop gros pour chuter. C'est ce qu'on dit souvent à propos des grandes banques américaines. Ce qui signifie que la macroscopie économique l'emporte sur la capacité étatique. C'est ça ce que j'appelle l'affaiblissement des États. Non seulement les États sont largement devenus ce que Marx pensait déjà d'eux, à savoir « les fondés de pouvoir du capital ». Mais je ne sais pas si Marx a jamais imaginé qu'il avait raison au point que, depuis trente ans, la réalité lui donne. Non seulement les États sont des fondés de pouvoir du capital, mais il y a de plus en plus une espèce de discordance entre l'échelle d'existence des grandes firmes et l'échelle d'existence des États, qui fait que l'existence des grandes firmes est diagonale aux États. La puissance des grands conglomerats industriels, bancaires ou commerciaux ne coïncide ni avec la sphère étatique, ni même avec celle des coalitions d'États. Cette puissance capitalistique traverse les États comme si elle en était à la fois indépendante et maîtresse.

Cela m'amène à mon troisième point, c'est-à-dire aux nouvelles pratiques impériales.

3) Les nouvelles pratiques impériales

Comme vous le savez, l'impérialisme ancien, celui du XIXe siècle était entièrement sous la coupe de l'idée nationale, de l'État-nation. Son organisation mondiale relevait d'un partage du monde entre nations puissantes, qui se faisait dans des réunions, comme la réunion de Berlin en 1885, où on découpait l'Afrique comme un gâteau et où on disait ça c'est pour la France, ça, pour l'Angleterre, ça, pour l'Allemagne, etc. Et où on installait un pouvoir métropolitain de gestion directe des territoires, avec naturellement la présence de grandes firmes prédatrices de matières premières et la complicité éventuelle de quelques notables locaux.

Et puis il y a eu les guerres mondiales, il y a eu les guerres de libération nationale, il y a eu l'existence du bloc socialiste soutenant les guerres de libération nationale. Bref, tout cela a progressivement mis fin, au cours des années quarante à soixante et suivantes, à ce régime d'administration directe qui a été appelé le colonialisme au sens strict, c'est-à-dire à l'installation d'un pouvoir métropolitain dans les régions dominées.

Malgré cela, les tâches régaliennes de protection des firmes, de contrôle des circuits des matières premières ou des sources d'énergie, ont dû continuer à être assumées en partie par des moyens étatiques. Elles ne pouvaient pas être assumées seulement par les mercenaires des firmes. Il y a donc, depuis des années, voire des décennies, une activité militaire incessante des Etats occidentaux. Il faut rappeler que les interventions militaires de la France en Afrique durant les quarante dernières années, il y en a eu plus de cinquante ! On peut dire qu'il y a eu un état de mobilisation militaire quasi chronique de la France pour maintenir son pré carré africain... Et il y a eu, comme on le sait, de grandes expéditions, des conflits gigantesques, la guerre d'Algérie, la guerre du Vietnam et puis finalement la destruction de l'Irak, et puis ce qui se passe en ce moment.

Donc le point n'est pas la fin des interventions impériales, absolument pas. La question porte sur la différence de modalité de l'intervention impériale. La question demeure toujours : Que faire pour protéger nos intérêts dans les contrées lointaines ? A propos de l'intervention au Mali, je lisais dans un journal particulièrement sérieux, que cette intervention était une réussite, parce qu'on avait réussi à « protéger les intérêts de l'Occident ». C'était dit comme ça, en toute innocence. Donc, au Mali, on protège les intérêts de l'Occident... On ne protège pas les Maliens d'abord, apparemment. Du reste, on a coupé leur pays en deux. Défense de l'Occident oblige. Ainsi, même si les modalités changent, la nécessité d'interventions impériales reste pressante, vu la dimension des intérêts capitalistes en jeu : uranium, pétrole, diamants, bois précieux, métaux rares, cacao, café, bananes, or, charbon, aluminium, gaz. J'en passe et des meilleurs.

Je pense que ce qui apparaît petit à petit, c'est l'idée que plutôt que prendre en charge la tâche pénible de constituer des États sous tutelle de la métropole, ou plus encore, des États directement métropolitains, la possibilité c'est tout simplement de *détruire les États*. Et vous voyez la cohérence de cette possibilité avec la désétatisation progressive du capitalisme mondialisé. On peut après tout créer, dans certains espaces géographiques remplis de richesses dormantes, des zones franches, anarchiques, où il n'y a plus d'Etat, où, par conséquent, on n'a plus à discuter avec ce monstre redoutable qu'est toujours un État, même s'il est faible. On peut parer au risque permanent qu'un Etat vous préfère un autre client, ou autres ennuis commerciaux. Dans une zone où toute vraie puissance étatique a disparu, tout le petit monde des firmes va opérer sans grand contrôle. Il y aura une sorte de demi-anarchie, des bandes armées, contrôlées ou incontrôlables, mais les affaires peuvent quand même continuer, et même mieux qu'avant. Il faut quand même bien se rendre compte que, contrairement à ce qui se dit, à ce qui se raconte, les firmes, leurs représentants, les agents généraux du capital, peuvent parfaitement négocier avec des bandes armées, et à certains égards plus facilement même qu'avec des États constitués. Il n'est pas vrai que l'anarchie étatique et les cruautés inimaginables qui vont avec soient nécessairement en contradiction formelle avec la structure du monde tel qu'il est aujourd'hui. Tout le monde peut constater

que ça fait quand même un bon bout de temps qu'on parle d'écraser Daech, mais qu'en réalité, jusqu'à présent, rien de véritablement sérieux n'a été fait, excepté par les Kurdes qui eux, sont sur place et qui ont des intérêts propres dans la région. Tout le monde se dit : « Ou là là, envoyer trois cent mille hommes, là-bas ? Peut-être qu'il vaut mieux continuer à limiter plus ou moins la chose, à la ramener à un régime normal de traitement des affaires... » Après tout, Daech est une puissance commerciale, une entreprise commerciale compétente et multiforme ! Il vend du pétrole, il vend des œuvres d'art, il vend beaucoup de coton, c'est une grande puissance productrice de coton. Il vend beaucoup de choses à tout le monde. Parce que, pour vendre quelque chose, il faut être deux. Ce n'est pas Daech qui achète son coton.

Pour désigner ces nouvelles pratiques impériales, à savoir détruire les Etats plutôt que de les corrompre ou de s'y substituer, j'ai proposé le mot de « zonage ». J'ai proposé de dire qu'à l'impérialisme qui fabriquait de pseudo-pays découpés n'importe comment, mais qui avaient le statut de pays sous la tutelle de la métropole, on pouvait substituer, en Afrique, au Moyen-Orient ou dans certaines régions d'Asie, des zones infra-étatiques, qui sont en réalité des zones de pillage non étatisées. Dans ces zones, il faudra sans doute intervenir militairement de temps à autre, mais sans avoir en charge véritablement la gestion intégrale et lourde d'États coloniaux, ni même devoir entretenir sur place, par la corruption, toute une clique de complices locaux qui profitent des fonctions qu'on leur a octroyées pour se livrer au pillage des richesses.

Récapitulons. Nous avons une structure du monde contemporain dominée par le triomphe du capitalisme mondialisé. Nous avons un affaiblissement stratégique des États, voire même un processus en cours de dépérissement capitaliste des États. Et troisièmement, nous avons de nouvelles pratiques impériales qui tolèrent et même encouragent dans certaines circonstances, le dépeçage voire l'anéantissement des États.

On ne peut pas ignorer cette hypothèse, si on se demande, par exemple, quel était l'intérêt véritable de l'expédition en Libye. On a détruit un État complètement, on a créé une zone d'anarchie dont tout le monde se plaint ou feint de se plaindre, mais après tout les Américains ont fait la même chose en Irak, et les Français derechef au Mali et en Centrafrique. Il me semble même que la destruction complète de la Yougoslavie, pour laquelle il a fallu de lourdes interventions occidentales, et qui a dépecé ce pays en une dizaine de morceaux, presque tous fort malades et corrompus, donnait déjà le signal des pratiques de zonage. Dans des zones considérables, la pratique a été de détruire des États, pour ne mettre à leur place, pratiquement, presque rien, c'est-à-dire des accords fragiles entre minorités, religions, bandes armées diverses. On a remplacé les sunnites par des chiïtes, ou tenté le contraire, mais tout ça, ce sont des opérations non étatiques au sens sérieux du terme. C'est absolument évident. Mais cela a sur les populations concernées des effets désastreux, qu'il nous faut maintenant examiner.

II. Effets sur les populations

Le premier effet frappant de tout ce que je viens de rappeler est que le développement inégalitaire est sans précédent. Même la droite parlementaire s'en inquiète parfois. C'est qu'il y a des inégalités si monstrueuses que, compte tenu de l'affaiblissement des Etats, on ne sait plus comment garder le contrôle de leurs effets sur la vie des populations.

Il y a sur ce point des chiffres fondamentaux, qu'il faut que tout le monde connaisse, qu'il faut que tout le monde ait dans sa poche, des chiffres qui sous-tendent ce qu'il faut bien appeler une logique de classe, extrêmement stricte, extrêmement tranchée, et qui est telle qu'elle rend stupide ou impraticable la norme démocratique, même la plus formelle. À un certain degré d'inégalité, parler de démocratie ou de norme démocratique n'a plus aucun sens.

Je rappelle, ces chiffres :

- . 1 % de la population mondiale possède 46 % des ressources disponibles. 1 % - 46 % : c'est presque la moitié.
- . 10 % de la population mondiale possède 86 % des ressources disponibles
- . 50 % de la population mondiale ne possède rien.

Ainsi, la description objective de cette affaire, en termes de population, en termes de masse, signifie que nous avons une oligarchie planétaire qui représente à peu près 10 % de la population. Cette oligarchie détient, je le répète 86 % des ressources disponibles. 10 % de la population, ça correspond peu près à ce qu'était la noblesse dans l'Ancien Régime. C'est à peu près du même ordre. Notre monde restitue, reconfigure, une situation oligarchique qu'il a traversée et connue il y a longtemps et à laquelle, sous d'autres formes et sous d'autres aspects, il revient.

Nous avons donc une oligarchie de 10 %, et puis nous avons une masse démunie d'à peu près la moitié de la population mondiale, c'est la masse de la population démunie, la masse africaine, asiatique dans son écrasante majorité. Le total fait à peu près 60 %. Et il reste 40 %. Ces 40 %, c'est la classe moyenne. La classe moyenne qui se partage, péniblement, 14 % des ressources mondiales.

C'est une vision structurée assez significative : on a une masse de démunis qui fait la moitié de la population mondiale, on a une oligarchie nobiliaire, si je puis dire, du point de vue de son nombre. Et puis on a la classe moyenne, pilier de la démocratie, qui, représentant 40 % de la population, se partage 14 % des ressources mondiales.

Cette classe moyenne est principalement concentrée dans les pays dits avancés. C'est donc

une classe largement occidentale. Elle est le support de masse du pouvoir local démocratique, du pouvoir parlementarisé. Je pense qu'on peut avancer, sans vouloir insulter son existence -- puisque nous en participons tous ici plus ou moins, n'est-ce pas ? -- qu'un but très important de ce groupe, qui quand même n'a accès qu'à une assez faible partie des ressources mondiales, un petit 14 %, c'est de n'être pas renvoyé, identifié, à l'immense masse des démunis. Ce qui se comprend fort bien.

Voilà pourquoi cette classe, prise dans son ensemble, est poreuse au racisme, à la xénophobie, au mépris des démunis. Ce sont là des déterminations subjectives menaçantes de cette masse moyenne, laquelle définit l'Occident au sens large, ou la représentation qu'il a de lui-même, déterminations qui alimentent un sentiment de supériorité. On sait bien que la classe moyenne occidentale est le vecteur de la conviction que l'Occident, en définitive, c'est le lieu des civilisés.

Quand on lit un peu partout aujourd'hui qu'il faut faire la guerre aux barbares, c'est évidemment au nom des civilisés qu'on parle, et en tant que ces barbares sont issus de l'énorme masse de ceux qui sont laissés pour compte, et auxquels la classe moyenne ne veut à aucun prix être identifiée.

Tout cela éclaire la position très singulière de la classe moyenne, notamment européenne. Elle est une plaque sensible de la différence — somme toute constamment menacée par le réel capitaliste — entre elle-même, la classe moyenne, et l'énorme masse, un peu lointaine, un peu distante, mais qui est représentée aussi dans nos pays, de ceux qui n'ont pas grand-chose ou rien. Et c'est à cette classe moyenne menacée de précarité qu'on tient le discours de défense des valeurs : « Défendons nos valeurs ! » En réalité, défendre nos valeurs, ça veut dire défendre le mode de vie occidental de la classe moyenne, c'est-à-dire le partage civilisé de 14% des ressources mondiales entre 40% de gens « moyens ». De ce mode de vie, Pascal Bruckner, le menton levé comme celui de Hollande en chef de guerre, dit qu'il n'est pas négociable. « Le mode de vie occidental n'est pas négociable. » Telle est la sentence de Pascal Bruckner, qui lui, en tout cas, ne négociera pas. Avec personne. Il est déjà convaincu, Pascal Bruckner, il met son uniforme : la guerre ! La guerre ! C'est là son vœu, son catéchisme.

C'est une des raisons pour laquelle le meurtre de masse dont nous parlons ce soir est significatif et traumatisant. Il frappe en effet, dans cette Europe, qui, à certains égards, est le ventre mou du capitalisme mondialisé, il frappe au cœur la masse moyenne, la classe moyenne, qui elle-même se représente comme un îlot de civilisation au centre d'un monde — qu'il s'agisse de l'oligarchie si peu nombreuse qu'on la voit à peine, ou qu'il s'agisse de l'immense masse des démunis — qui l'entoure, l'encadre et la serre de près, cette classe moyenne. C'est pour ça que l'événement sinistre est vécu comme une crise de civilisation, c'est-à-dire comme un attentat contre quelque chose qui déjà, dans son existence historique et

naturelle, est menacé par les développements en cours du capitalisme mondialisé, et auquel cependant on se cramponne.

Tel est le premier des effets sur les populations de la structure du capitalisme mondialisé. Mais il y a en outre quelque chose de très important aussi pour comprendre ce qui se passe. Dans le monde aujourd'hui il y a un peu plus de deux milliards de gens dont on peut dire qu'ils sont comptés pour rien. Ce n'est même pas qu'ils fassent partie, comme c'est évident, de la masse des 50% de démunis. C'est pire : ils sont comptés pour rien *par le capital*, ce qui veut dire qu'au regard du développement structurel du monde, ils ne sont rien, et que donc, en toute rigueur, ils ne devraient pas exister. Ils ne devraient pas être là. Ce serait mieux. Mais ils y sont quand même.

Que veut dire qu'ils sont comptés pour rien ? Cela veut dire qu'ils ne sont ni consommateurs, ni force de travail. Parce qu'il n'y a que deux manières d'exister pour le capital si vous n'appartenez pas à l'oligarchie. Vous devez être un salarié d'un côté, gagner ainsi un peu d'argent, et ensuite vous devez dépenser cet argent en consommant les produits qui sont fabriqués par ce même capital. Votre identité aux yeux du mouvement dominant du monde d'aujourd'hui est la double identité, structurée par l'argent, de salarié et de consommateur.

Or il y a deux milliards d'adultes qui ne trouvent nul accès ni à l'un ni à l'autre. Ils n'ont pas accès au travail, ils ne sont pas non plus écoliers, ou retraités, et, par voie de conséquence, ils n'ont pas accès au marché non plus. Du point de vue de la logique générale du monde, de l'impérieuse et satisfaite mondialisation capitaliste, ils sont comme s'ils n'existaient pas. On commence du reste à entendre une propagande sur le caractère extrêmement dangereux d'une invasion de notre chère Europe civilisée par ces gens qui n'existent pas ou qui devraient ne pas exister. Tout ce qui entoure la question des mouvements migratoires, la question de la natalité en Afrique, concerne directement cette angoissante question : « Mon Dieu ! Va-t-il y avoir une venue massive de ces gens, chez nous, à partir d'une augmentation de leur nombre, alors qu'ils sont déjà probablement plus de deux milliards ? ». A partir de là, passer de ce qu'ils devraient ne pas exister à des pratiques tendant à leur inexistence, il n'y a qu'un pas.

Mais d'où vient cette masse de gens dont le monde contemporain compte pour rien l'existence ? Pour comprendre ce point, il suffit d'être un peu, un tout petit peu, marxiste. Le capital, et donc ses détenteurs, ne valorisent la force de travail -- ce qui veut dire : n'emploient des gens dans les firmes qu'ils dirigent -- qu'à raison du fait qu'ils peuvent en tirer des profits. C'est ce que Marx appelle, dans son jargon, l'extraction d'une plus-value. Il n'est donc jamais certain que le capital puisse valoriser *toute* la force de travail disponible. Il y a déjà eu d'autres périodes de chômage de masse, notamment dans les années trente, après la grande crise de 1929. Mais aujourd'hui, il semble qu'au-delà même de la crise commencée en 2008, cette impasse de l'emploi soit plus structurelle, voire définitive. La mondialisation

crée peut-être une impossibilité intrinsèque, pour le capitalisme parvenu à son extension maximale, de valoriser, sous la forme des profits qu'il en tire, la force de travail disponible. Et peut-être que ça va s'aggraver encore. Peut-être que le système des profits, lesquels sont l'unique source de la dynamique du capital, se heurte à une barrière créée par sa propre extension, alors qu'il aurait le devoir, pour valoriser la totalité de la force de travail disponible, de baisser très fortement la durée moyenne du travail, de façon à pouvoir embaucher les deux milliards de gens restés en rade.

Or, il ne le peut pas. Il ne le peut pas pourquoi ? Parce qu'il ne peut pas baisser la durée du travail. Et pourquoi est-ce qu'il ne peut pas baisser la durée du travail ? Eh bien, tout simplement en raison des mécanismes de production du profit : on sait qu'un nombre important d'heures de travail est destiné à la plus-value, et que, en dessous de ce nombre, il n'en tirera plus de profit. On peut considérer que probablement, aujourd'hui, pour avoir une valorisation capitaliste raisonnable de la force de travail, il faut que la durée moyenne du travail, à échelle mondiale, continue à se situer aux alentours de quarante heures. Alors que pendant ce temps il y a deux milliards de gens, et probablement un peu plus, qui n'ont pas de travail

On pourrait donc calculer en sens inverse. On pourrait dire : compte tenu de la situation, un gouvernement mondial raisonnable et soucieux du bien public, pourrait considérer qu'il faut décider — ainsi que Marx imaginait que ça se ferait — que la durée moyenne du temps de travail à échelle mondiale doit être ramené à vingt heures. Peut-être à moins. Evidemment nous aurions ainsi une rapide résorption de cette masse énorme de gens qui ne peuvent pas accéder au travail, devenir salariés. L'abaissement de la durée du travail était un point central des propositions réformistes-révolutionnaires de Marx, parce qu'il voyait bien que, pour arracher le travail à la domination du capital, l'action de masse ouvrière devait pousser à la diminution du temps de travail jusqu'au point où le capital ne la tolérerait plus.

Mais pour le moment, c'est le capital qui a vaincu. Et comme c'est lui qui a vaincu, non seulement il ne tolère plus la diminution du temps de travail, pas même les maigres trente-cinq heures de Martine Aubry. Et ceux qui ne peuvent pas rentrer dans ce cadre-là, et bien, il déclare impavide qu'ils ne sont rien du tout. C'est pourquoi il y a dans notre monde une énorme masse de gens qui sont comptés pour rien. C'est un point qu'il est absolument nécessaire de prendre en compte si on veut comprendre ce qui se passe.

Notons aussi que la géographie de tout cela, la répartition dans l'espace de ces forces disponibles comptées pour rien, est clairement liée au zonage. Dans les zones où la situation est anarchique, où l'État est absent, où circulent des bandes armées, on se résigne sans trop de peine à ce que les populations qui sont là soient au sens strict sans aucune défense instituée, qu'elles pourrissent dans des camps « humanitaires ». Pourquoi s'inquiéter exagérément de

leur existence, puisqu'elles ne sont ni consommatrices, ni force de travail ? Elles n'ont qu'à errer entre les bandes armées et les prédateurs capitalistes de tout poil, et vivre comme elles peuvent.

Ceci explique que des zones entières soient livrées à un gangstérisme politique de type fasciste, ce qui ne serait pas le cas, ce qui ne pourrait pas être le cas, s'il n'y avait pas des milliards de gens qui sont comptés pour rien. Si à raison d'une durée rationnelle du temps de travail, tout le monde était intégré dans les figures de la socialité ordinaire, de la socialité commune, ces situations de banditisme et de trafic humain seraient impossibles. Mais la combinaison du zonage, c'est à dire de la destruction des Etats par les prédateurs occidentaux, et du phénomène de l'existence par millions ou par milliards de gens qui sont comptés pour rien, conduit à l'existence, dans des espaces considérables, parfois d'immenses pays, comme le Congo, de ce qu'on peut appeler une domination de type gangster.

De quoi s'agit-il ? Des sortes de firmes capitalistes armées, sauvages, occupent des lieux vacants, là où l'Etat a disparu, embrigadent des laissés pour compte, notamment des enfants et des adolescents, et se livrent à un pillage articulé au marché mondial. Ainsi quand Daech vend à la Turquie des colonnes de camions porteurs d'essence. C'est dans ce contexte qu'apparaissent des bandes armées fascistes à coloration religieuse.

Ah ! La religion ! L'islam ! Vous y venez enfin, vont dire nos grands penseurs islamophobes. Oui, oui, j'y viendrai. Mais je vous le dis tout de suite, la religion a toujours pu être un prétexte, une couverture rhétorique, manipulables et manipulés par les bandes fascistes. Le christianisme n'a pas été en reste. Prenez tout simplement le fascisme espagnol, celui de Franco, extrêmement porté sur les exécutions de masse, y compris longtemps après la fin de la guerre civile : ce fascisme était littéralement collé à la religion catholique. Les bandes armées de Franco étaient bénies par les évêques, et on parlait de la grande Espagne catholique que l'on allait substituer à l'horrible l'Espagne républicaine. Cependant, il n'était en réalité question que du pouvoir d'Etat et de sa mise à sac par les fascistes. Alors, il n'est pas très sérieux de faire porter le chapeau à l'Islam, franchement. Avant toutes choses, la nature des bandes armées est d'occuper un terrain de type capitaliste dévasté pour y installer un gangstérisme rentable, qui ensuite pourra prendre, pour plaire aux jeunes gens révoltés, les couleurs spirituelles les plus variées. Les religions, comme du reste bien d'autres idéologies, y compris, hélas, révolutionnaires, ont toujours pu se combiner avec les pratiques mafieuses. La mafia italienne elle-même, celle des parrains, affichait, affiche toujours, un catholicisme sourcilleux.

Mais tout cela relève du versant subjectif de notre situation.

III. Les subjectivités réactives

Je voudrais en venir aux subjectivités typiques qui apparaissent dans notre conjoncture. Par « subjectivité typique » j'entends des formes psychiques, des formes de conviction et d'affect qui sont des productions du monde dont je parle. Ce n'est pas un relevé de toutes les subjectivités possibles. C'est celles que je considère comme étant induites ou produites par la structure du monde contemporain.

Je pense qu'il y en a trois : la subjectivité occidentale, la subjectivité du désir d'Occident, qui n'est pas la même, et la subjectivité que j'appellerai « nihiliste ». Je pense que ces trois subjectivités sont des créations typiques de l'état contemporain du monde.

La subjectivité occidentale est la subjectivité de ceux qui se partagent les 14% laissés par l'oligarchie dominante. C'est la subjectivité de la classe moyenne et elle est d'ailleurs largement concentrée dans les pays les plus développés. C'est là que des miettes peuvent être distribuées. Cette subjectivité, telle qu'on la voit fonctionner, est à mon avis travaillée par une contradiction. Un premier élément, c'est un très grand contentement de soi-même, les Occidentaux sont très contents d'eux-mêmes, ils s'apprécient beaucoup. Il y a une arrogance historique là derrière, évidemment : il n'y a pas si longtemps les Occidentaux étaient les détenteurs du monde. A l'époque, rien qu'à additionner les possessions, conquises par la pure violence, des Français et des Anglais, on avait presque la cartographie du monde extra-européen tout entier. Ce qui reste de ce pouvoir impérial direct et immense, c'est une représentation de soi-même comme étant, en quelque sorte, la représentation du monde moderne et comme inventant et défendant le mode de vie moderne.

Mais ce n'est là qu'un versant de la chose. L'autre versant, c'est une peur constante. La peur constante de quoi ? Je dirais, usant d'un matérialisme quelque peu brutal, la peur de se voir balancer, à partir des 14% qu'on partage, du côté des 50% qui n'ont rien. Dans le monde tel qu'il est, les membres de la classe moyenne sont ce qu'on peut appeler des petits privilégiés. Et la peur constante d'un petit privilégié, c'est de perdre son privilège.

Peut-être en effet, que, dans les tensions du capitalisme contemporain, on ne pourra plus entretenir comme avant la classe moyenne. Ce n'est pas impossible. Il n'est pas impossible, vu la rapacité grandissante de l'oligarchie et les conflits guerriers coûteux qu'elle est contrainte de mener pour défendre ses zones de profit, qu'on ne puisse plus donner à la classe moyenne ses actuels 14% des ressources disponibles, mais seulement 12% par exemple. Il y aurait alors le spectre menaçant de ce qu'on a appelé la « paupérisation des classes moyennes ».

C'est pourquoi nous avons la relation dialectique typiquement occidentale entre un extrême contentement arrogant de soi-même et une peur constante. D'où la définition de l'art des gouvernements démocratiques aujourd'hui : l'art de diriger cette peur, qui anime leur base

idéologique et électoral, la classe moyenne, non pas contre eux-- les gouvernements --, mais contre tels ou tels représentants de la masse démunie. C'est une opération majeure : faire comprendre à la classe moyenne qu'en effet il y a des risques, que leur peur est légitime, mais que cette peur n'est aucunement motivée par les sages mesures du gouvernement et la gestion démocratique des affaires, car sa cause unique est l'intolérable pression exercée constamment sur la classe moyenne par l'énorme masse des démunis, et en particulier par les représentants internes à nos sociétés de cette masse : les ouvriers de provenance étrangère, leurs enfants, les réfugiés, les habitants des sombres cités, les musulmans fanatiques. Voilà le bouc émissaire livré en pâture, par nos maîtres et leurs plumitifs, à la peur des classes moyennes, Ce qui est l'organisation d'une sorte de guerre civile rampante, dont nous voyons de plus en plus les sinistres effets. Tels sont les aléas subjectifs de ceux qui représentent, en un certain sens, le corps même de l'Occident.

Considérons maintenant ceux qui ne sont ni de l'oligarchie, ni de la classe moyenne. C'est-à-dire qui ne sont ni consommateurs ni salariés, et qui de ce fait sont situés hors du marché mondial. Il faut comprendre qu'ils sont constamment exposés au spectacle de l'aisance et de l'arrogance des deux premiers groupes. Les médias de masse y pourvoient. Les médias de masse accompagnent partout l'expansion mondiale du capitalisme, et organisent le spectacle permanent de cette expansion. Nous avons là deux phénomènes absolument liés. Et d'ailleurs, les médias planétaires sont concentrés dans des firmes multinationales gigantesques, comme Apple, Google, etc.

L'effet de cet accompagnement spectaculaire est que non seulement, le mode de vie occidental, mode dominant, n'est pas négociable, comme le dit le valeureux Bruckner, mais qu'en outre, il se montre à tout le monde comme tel. Et donc, les démunis, où qu'ils soient, ont le spectacle constant de l'aisance et de l'arrogance des autres. Et cela, en l'absence, que j'espère provisoire, d'une issue idéologique et politique d'ensemble, visant à contrarier, puis faire disparaître l'hégémonie du capitalisme ; ils voient donc, ces démunis, qu'il y a quelque part un noyau d'aisance, d'arrogance, de prétention à la civilisation, à la modernité, auquel ils n'ont aucun moyen de s'opposer réellement dans la pensée ou l'action, pas plus qu'ils n'en partagent la réalité. Et le résultat est une frustration amère, un mélange classique d'envie et de révolte.

D'où les deux autres subjectivités typiques. Celle qui vient en premier c'est ce que j'appellerai le désir d'Occident : le désir de posséder, de partager, ce qui est représenté, et qui est partout vanté comme l'aisance occidentale. Il s'agit donc d'essayer d'adapter un comportement et une consommation de classe moyenne, sans en avoir les moyens. Alors, cela donne évidemment des phénomènes comme le flux migratoire, car la forme simple du désir d'Occident est tout simplement le désir de quitter les zones dévastées pour rejoindre ce fameux monde occidental, puisque c'est si bien là-bas, puisque tout le monde y est content et

baigne dans l'aisance moderne et magnifique. Et si on ne peut pas y aller on peut s'abandonner à des aliénations locales, c'est-à-dire, des tendances à copier, avec des moyens misérables, les configurations et les modes de vie occidentaux. On pourrait parler très longtemps de ce thème du désir d'Occident, qui est fondamental aujourd'hui dans le monde et qui a des effets considérables tous désastreux.

La dernière subjectivité, la nihiliste, est un désir de revanche et de destruction qui, évidemment, est en couplage avec le désir de départ et d'imitation aliénée. Ce violent désir de revanche et de destruction, il est naturel qu'il soit souvent exprimé, formalisé, dans des mythologies réactives, dans des traditionalismes qu'on exalte et qu'on déclare défendre, y compris les armes à la main, contre le mode de vie occidental, contre le désir d'Occident.

Il s'agit là du nihilisme de celui dont la vie est comptée pour rien. Ce nihilisme se constitue en apparence contre le désir d'Occident, mais c'est parce que le désir d'Occident est son fantôme caché. Si le nihiliste n'activait pas la pulsion de mort, s'il ne donnait pas libre cours à son agressivité, éventuellement meurtrière, il sait très bien qu'en réalité lui aussi succomberait au désir d'Occident, déjà présent en lui.

Il faut bien voir que ces deux subjectivités typiques — la subjectivité du désir d'Occident et la subjectivité nihiliste de revanche et de destruction — forment un couple qui gravite, version positive et version négative, autour de la fascination exercée par la domination occidentale.

Et tout cela, dans un contexte où rien n'est proposé qui serait une levée collective affirmant et organisant la perspective d'une autre structure du monde. En sorte que ces trois subjectivités typiques sont en réalité toutes internes à la structure du monde telle que je l'ai décrite. Et c'est à partir de cette intériorité que je vais caractériser ce que j'appellerai le fascisme contemporain.

IV. Le fascisme contemporain

De manière générale, je pense qu'on peut appeler « fascisme », la subjectivité populaire qui est générée et suscitée par le capitalisme, soit parce qu'il y a une crise systémique grave — ce qui fut le cas dans les années trente — soit peut-être plus profondément, sous l'effet des limites structurales du capitalisme mises en évidence par sa mondialisation. Mondialisation qui, rappelons-le, est à la fois une expansion et une révélation de son incapacité à valoriser l'ensemble de la force de travail disponible.

Le fascisme est une subjectivité réactive. Elle est intra-capitaliste, puisqu'elle ne propose aucune autre structure du monde et s'installe dans le marché mondial, dans la mesure où elle reproche au capitalisme de ne pas être en état de tenir les promesses qu'il fait. En se fascisant, le déçu du désir d'Occident devient l'ennemi de l'Occident, parce qu'en réalité son désir d'Occident n'est pas satisfait. Ce fascisme organise une pulsion agressive, nihiliste et destructrice, parce qu'il se constitue à partir d'une répression intime et négative du désir d'Occident. Il est largement un désir d'Occident refoulé à la place de quoi vient se situer une réaction nihiliste et mortifère dont la cible est précisément ce qui était l'objet possible du désir. On est dans un schéma psychanalytique classique.

Quant à sa forme, on peut définir ce fascisme moderne comme une pulsion de mort articulée dans un langage identitaire. La religion est un ingrédient tout à fait possible de cette articulation : le catholicisme l'a été pour le fascisme espagnol durant la guerre civile, l'Islam l'est aujourd'hui au Moyen-Orient, particulièrement là où le zonage impérial a détruit les Etats Mais la religion n'est qu'un vêtement, elle n'est aucunement le fond de l'affaire, c'est une forme de subjectivation, mais ce n'est pas le contenu réel de la chose. Le contenu réel auquel des débris de fable religieuse donnent sa représentation identitaire dérive de l'omniprésence du désir d'Occident, sous sa forme affirmée et explicite ou sous sa forme refoulée et mortifère.

La forme pratique de ces fascismes, c'est toujours la logique de la bande, le gangstérisme criminel, avec la conquête et la défense de territoires où on a le monopole des affaires, comme l'a le dealer dans son coin de cité. Pour tenir, il faut le caractère spectaculaire de la cruauté, le pillage, et puis aussi dans le cas des différentes mafias, le recyclage permanent des choses dans le marché mondial. De même que le désir nihiliste n'est qu'un envers du désir d'Occident, de même les zones désétatisées où prospère la subjectivité nihiliste sont articulées au marché mondial, et donc au réel de l'Occident. Daech, je vous l'ai dit, est une firme commerciale, qui vend du pétrole, des œuvres d'art, du coton, des armes, des tas de choses. Et ses mercenaires sont en fait des salariés, avec quelques privilèges supplémentaires dus au pillage et à la réduction en esclavage de captifs et de captives.

Cette forme fascisante est donc en réalité interne à la structure capitaliste mondialisée dont elle est en quelque manière une perversion subjective. Toute le monde sait, du reste, que les firmes, mais aussi des clients occidentaux avérés comme le gouvernement d'Arabie Saoudite, ne cessant de négocier avec les bandes fascistes installées dans le zonage moyen-oriental, et elles négocient au mieux de leurs intérêts propres. Disons finalement que ce fascisme est le revers d'un désir d'Occident frustré, organisé plus ou moins militairement sur le modèle flexible de la bande maffieuse et avec des colorations idéologiques variables où la religion tient une place purement formelle.

Ce qui m'intéresse ici, c'est ce que cette subjectivité fascisante propose aux jeunes. Après tout les tueurs de janvier comme ceux de novembre sont des jeunes, ce sont des jeunes d'ici. Ce sont des jeunes hommes entre vingt et trente ans, majoritairement issus de l'immigration ouvrière, à la deuxième ou troisième génération. Ces jeunes se considèrent comme sans perspective, sans une bonne place qu'ils pourraient occuper. Même ceux qui sont un peu éduqués, qui ont le bac, sont dans cette vision des choses : pas de place pour eux, pas de place en tout cas conforme à leur désir. Ces jeunes se voient donc à la marge à la fois du salariat, de la consommation et de l'avenir. Ce qu'alors leur propose la fascisation (qu'on appelle stupidement, dans la propagande, une « radicalisation », alors que c'est une pure et simple régression) est un mélange d'héroïsme sacrificiel et criminel et de satisfaction « occidentale ». D'un côté, le jeune va devenir quelqu'un comme un mafieux fier de l'être, capable d'un héroïsme sacrificiel et criminel : tuer des occidentaux, vaincre les tueurs des autres bandes, pratiquer une cruauté spectaculaire, conquérir des territoires, etc Cela d'un côté, et de l'autre, des touches de « belle vie », des satisfactions diverses. Daech paye assez bien l'ensemble de ses hommes de main, beaucoup mieux que ce qu'ils pourraient gagner « normalement » dans les zones où ils vivent. Il y a un peu d'argent, il y a des femmes, il y a des voitures, etc. C'est donc un mélange de propositions héroïques mortifères et, en même temps, de corruption occidentale par les produits. Et ça, c'est un mélange consistant qui a toujours été au fond, l'une des caractéristiques des bandes fascistes

La religion peut parfaitement être la sauce identitaire de tout ça, en tant que justement elle est un référent anti-occidental présentable. Mais comme on le voit, à la fin des fins, l'origine des jeunes importe assez peu, leur origine, on va dire, spirituelle, religieuse, etc. Ce qui compte, c'est le choix qu'ils ont fait quant à leur frustration. Et ils vont être raliés au mélange de corruption et d'héroïsme sacrificiel et criminel en raison de la subjectivité qui est la leur, et non en raison de leur conviction islamique. On a, du reste, pu observer que, dans la plupart des cas, l'islamisation est terminale plutôt qu'inaugurale. Disons que c'est la fascisation qui islamise, et non l'Islam qui fascine.

V. Qui sont les tueurs ?

Qui sont dans ces conditions les tueurs de novembre, et que dire de leurs actes ? Disons que les tueurs sont de jeunes fascistes, au sens où je viens de le dire. Une comparaison que je fais volontiers c'est entre eux et certains des miliciens fascistes dans la France de la dernière guerre. Dans ces bandes de jeunes miliciens, collabos des Allemands, il y avait aussi l'aspect « Viva la muerte ! », l'aspect, on fait n'importe quoi, on est armé, on peut tuer les gens, les torturer. Il y avait la cruauté affichée. Et puis il y avait aussi des tas de petits profits de type, belle vie, tournées dans les bars, belles voitures, fric, filles... C'était donc le mélange des mêmes ingrédients. Et cela, en un sens, pour les mêmes raisons. Qu'est-ce que c'étaient, les miliciens ? C'étaient des Français mais c'étaient des Français de guerre civile, contre les intérêts nationaux les plus évidents, puisqu'ils collaboraient avec l'occupant nazi et tuaient d'autres Français. Il y avait quelque chose de clivé là-dedans. Comme leur imam, Pétain, ils se réclamaient abondamment de la France, du drapeau national : « La France ! La France ! » Alors qu'ils étaient en train de travailler, y compris dans des conditions sordides, contre les intérêts nationaux élémentaires, qui sont toujours de ne pas être occupé par une puissance étrangère. C'est ce j'appelle la scission interne de cette subjectivité fasciste. Les tueurs d'aujourd'hui, sont, en un certain sens, de typiques produits du désir d'Occident frustré, des gens habités par un désir réprimé, des gens constitués par ce désir. Ils s'imaginent être portés par la passion anti-occidentale mais ils ne sont qu'un des symptômes nihilistes de la vacuité aveugle du capitalisme mondialisé, de son impéritie, de son incapacité à compter tout le monde dans le monde tel qu'il le façonne.

Leur acte —un meurtre de masse aveugle — n'est pas un attentat. Un attentat c'est ce qui était organisé par les résistants contre les occupants nazis et leurs complices pétainistes, ou mieux encore, ce que les glorieux populistes russes montaient pour tuer le tsar. En fait, si on voit le massacre du vendredi 13 novembre tel qu'il s'est déroulé, ce n'est pas une affaire organisée, ni militaire, c'est pour tout dire, une affaire sanglante, mais foireuse. Elle peut l'être, car les jeunes fascistes ont décidé que leur vie ne comptait pas. C'est le ressort absolu de ce genre d'affaires. Leur vie à eux ne compte pas. Et comme leur vie à eux ne compte pas, la vie des autres n'est rien du tout non plus. C'est vraiment le nihilisme qui est à la base de tout cela. Finalement on va brûler sa vie dans un « héroïsme » aussi ridicule et artificiel que criminel. Je pense qu'il faut l'appeler « un meurtre de masse » horrible dans lequel, point tout aussi horrible, le meurtrier s'inclut lui-même. Il y a là une forme criminelle suicidaire qui porte à son comble l'instinct de mort. Il n'y a plus rien, ni victimes, ni assassins.

A l'évidence, c'est un acte fasciste atroce et criminel. Cependant, est-il adéquat, comme c'est devenu l'appellation officielle, de parler de « barbares ». Ce mot « barbare » est depuis toujours opposé à « civilisé ». La « guerre aux barbares » c'est la guerre des civilisés contre

les barbares. Mais alors, il n'y a aucune raison de concéder à l'arrogance occidentale qu'elle représente la civilisation au regard d'un acte atroce et criminel. C'est tout de même le moment de rappeler que les tueries occidentales sont aujourd'hui permanentes et extraordinairement sanglantes.

Trois exemples seulement :

Les Occidentaux ont le pouvoir actuel, avec les drones, mais aussi avec les équipes spécialisées dans ce qu'on appelle en France des expéditions « homo » (pour « homicide ») d'assassiner les gens sur ordre secret des chefs d'Etat. Le meurtre est plus commode avec les drones, car on n'a même pas besoin de sortir de son bureau. Ni Obama, ni Hollande ne se privent de ces moyens, commodes ou moins commodes. Mais s'agissant des drones, on a fait des statistiques : pour un mort réellement ciblé (mettons un chef de bande) il y a en général neuf victimes collatérales, n'importe qui, les enfants du coin. Pour tuer dix adversaires il faut tuer quatre-vingt-dix personnes qui n'y sont pour rien. C'est ça le drone. Donc, si vous multipliez les assassinats ciblés par drone, comme l'a fait tout au long de son règne le calme et résolu Obama, vous avez très vite des centaines et des centaines de personnes qui ont été massacrées pour rien. Si donc on appelle barbare le fait de tuer des gens pour rien, les Occidentaux sont barbares tous les jours, il faut le savoir. Simplement, dans le premier cas de barbarie, la barbarie des barbares, nous avons un meurtre de masse assumé et suicidaire. Dans le cas de la barbarie des civilisés, c'est un meurtre de masse technologique, dissimulé et satisfait.

Second exemple. La proportion des morts occidentaux dans les conflits explicites, Irak ou Palestine, est d'environ de 1 à 20. Les Occidentaux sont allés jusqu'à prétendre que ce qui est le but, c'est zéro mort de leur côté et tous les morts de l'autre, ce qui est une pratique de la guerre très spéciale. Ils n'y sont pas arrivés tout à fait. Mais on a à peu près, si on compte les morts dans les conflits irakiens, afghans, palestiniens, etc. en moyenne un mort d'un côté pour vingt de l'autre. Cette disproportion fantastique est enregistrée par les gens, les gens qui vivent ce genre de situation voient bien que c'est comme ça que ça se passe, et pour eux, le plus considérable barbare, c'est l'Occidental.

Troisième exemple. Prenons, sans même l'examiner dans sa signification politique, l'affaire de Gaza : 2000 morts du côté palestinien, parmi lesquels à peu près 450 enfants. Alors, c'est civilisé ça ? Parce que ce sont des avions qui tuent, déchiquetant, broyant et brûlant les gens, et non des jeunes abrutis qui tirent dans le tas avant de se suicider ?

Les tueurs sont de jeunes fascistes qui ressemblent aux miliciens de Pétain, et dont les motifs sont bourbeux, mortifères et en outre sans contenu véritable. Mais il n'y a pas de raison particulière de faire comme si, au regard de ces gens-là, les armées occidentales représentaient la civilisation. C'est quelque chose de tout à fait inadmissible. La guerre c'est

la guerre, c'est toujours des tueries plus ou moins bourbeuses, et nous avons nous-mêmes torturé, tué, déporté tant et plus dans les guerres coloniales, et après. Et nous continuerons à le faire, à grande échelle, si, comme nos gouvernements le proclament, le temps est venu d'une guerre finale contre le « terrorisme ».

VI. La réaction de l'Etat : « France » « et « Guerre »

Je pense que la fonction fondamentale d'un État comme l'État en France, c'est de discipliner la classe moyenne. Et cela c'est spectaculairement l'oeuvre de la gauche. La gauche est excellente quand il s'agit de discipliner la classe moyenne. Je vous rappellerai qu'à l'époque de ma jeunesse, durant la guerre d'Algérie, la gauche, qui, avec Guy Mollet, dirigeait le gouvernement, a obtenu les « pouvoirs spéciaux » -- comme aujourd'hui elle obtient une quasi-unanimité pour « l'état d'urgence » -- pour lancer une guerre totale. Il semble bien que pour discipliner la classe moyenne en lui disant « la guerre la guerre », chose – la guerre – qui n'est plus guère dans les habitudes de ladite classe, il faille les coups de menton d'un fieffé socialiste.

Alors évidemment cette discipline de la classe moyenne sous le mot d'ordre de guerre, c'est aussi une fiction. C'est une tromperie, personne n'est prêt à faire la guerre ici, dans ce pays. Le mot « guerre » n'est pas à sa place. En janvier l'État avait utilisé la laïcité républicaine, cette fois il essaye d'utiliser le vieux nationalisme, la France, le drapeau tricolore couplé à ce qui en est l'éternel ressort : « c'est la guerre ». Mais aujourd'hui, ce couple est évidemment aberrant. Et d'ailleurs à mon avis il ne fonctionnera pas longtemps.

Alors je voudrais dire quelques mots sur ces deux mots.

Commençons par la France. La France, aujourd'hui, c'est un signifiant sans contenu affirmatif définissable. Aujourd'hui, qu'est-ce que c'est que « La France » ? C'est un acteur de seconde zone de la structure mondiale que j'ai décrite. Alors on dit « nos valeurs ! », mais les valeurs de la France c'est quoi ? J'ai mon point de vue là-dessus. La France, ce qui la singularisait -- parce que s'il y a des valeurs françaises, il faut bien se demander ce qui les singularise --, c'était la tradition révolutionnaire. Républicaine d'abord, à partir de la Révolution de 89. Puis socialiste, anarcho-syndicaliste, communiste et finalement gauchiste, le tout entre 1789 et, mettons, 1976.

Mais c'est fini, ça. C'est fini. La France n'est plus représentable aujourd'hui de façon décente comme le lieu privilégié d'une tradition révolutionnaire. Elle est plutôt caractérisée par une collection singulière d'intellectuels identitaires. Elle s'est aussi manifestée par une chose qui n'a été faite nulle part ailleurs : des lois ouvertement discriminatoires concernant une partie des pauvres qu'elle a créés. Les lois sur le foulard islamique, tout ça, je regrette, ce sont des lois de stigmatisation et de ségrégation visant qui ? Visant des pauvres, des populations pauvres qui ont leur religion, comme les domestiques et les ouvriers Bretons ont été catholiques dans le temps passé. Les diaboliser, eux, alors que c'est le capitalisme français qui a créé leur pauvreté. Pourquoi ? Parce que c'est lui qui a détruit l'appareil industriel français. Pourquoi y a-t-il tant de gens venus du Tiers-monde chez nous ? Parce qu'on est allé les chercher ! Il faut rappeler l'époque, des années cinquante aux années quatre-vingt : on allait en avion au Maroc pour ramener des ouvriers, nécessaires pour le travail à la chaîne des usines.

Ces gens ont fait venir leurs familles, il y a eu une deuxième génération, il y a eu des jeunes dont le destin normal était de devenir ouvrier, ouvrier qualifié, technicien, ... Mais on a détruit l'appareil productif, les usines c'est pratiquement terminé, tout est progressivement délocalisé. Donc ces jeunes n'ont aucun avenir. Mais tout cela est fondé sur une tromperie, une détestable duperie. On les a importés sans garantie, et maintenant on voudrait les exporter... Mais ce n'est pas comme ça, ça ne se manie pas comme ça le « matériel humain » tout de même... Donc je pense réellement qu'aujourd'hui « France » ça veut dire un peu tout ça, et ça ne crée pas un emblème significatif, visible et intéressant. Et ceux qui sont dans des crispations identitaires sur la France on voit bien ce qu'ils veulent. Finalement ils veulent, comme toujours dans les crispations identitaires, qu'on persécute les autres. Parce que c'est toujours ça l'identité, à la fin des fins, quand elle n'a pas de signification universelle comme l'avait la tradition révolutionnaire. Une identité qui n'a pas de signification universelle ne se définit que par la persécution de ce qui n'est pas elle. Il n'y a pas d'autres moyens de lui donner un semblant de vie. Les gens qui disent « La France, la France », qu'est-ce qu'ils font, eux, pour la France? Et bien ils brament contre les Arabes, c'est tout. Et je ne pense pas que ce soit un service éminent rendu à la France. Ça n'honore pas particulièrement les Français. Cependant, ces valeureux « français » sont moins de 3 % à accepter, s'il le faut, de mourir pour la patrie (le sondage a été fait...).

Quant à la guerre, une chose est claire : ce ne sont pas les « barbares » qui ont déclaré une guerre, mais c'est l'État français qui est allé, à la remorque des firmes et quelquefois des Américains, se mêler à des affaires impériales bourbeuses, participer à des zonages, détruire des États et créer par là même l'ensemble de la situation dont j'essaie de faire le panorama. Et cette situation inclut la genèse subjective de jeunes fascistes dans les zones dévastées de la vie sociale, et dans le fait que tout une partie de la population mondiale est comptée pour rien.

VII. Les conditions d'un retour d'une politique d'émancipation, disjointe du schéma du monde contemporain

J'en viens à ce qui va me mener à la conclusion : comment dans ces conditions essayer de construire une pensée différente. ? Comment s'arracher à tout ça ? Je veux dire : s'arracher à la propagande qui accompagne toute déclaration de guerre, même si cette « guerre » est fictive, ou falsifiée. Il y a une grande tradition des déclarations de guerre, des rodomontades nationalistes, des propagandes absolument fictives. Vous n'avez qu'à voir la littérature concernant les « Boches » en 1914. Des monstres ! Des assassins ! En vérité, il faut bien le dire, les Boches de 1914 étaient très peu différents des Français.

Alors, comment faire ? Je pense d'abord qu'à l'espace qui est défini comme « La France » et les fantomatiques Français, il faut substituer, mentalement et pratiquement, un espace international. Une façon de penser internationale, je dirai même transnationale, qui soit à la hauteur de la mondialisation capitaliste. Parce qu'il y a belle lurette que les capitalistes ont cessé d'être des Français eux, ils ont de l'avance. Ils sont chez eux à Shanghai, ils sont chez eux à San Francisco, au Maroc, au Congo, à Sao-Paulo...

Et nous serions, nous, de petits Français de la classe moyenne bien blottis dans leur France ? C'est un énorme retard, ça. Et encore bien plus si nous aggravons ce retard par le fait que nous ne sommes même pas capables de reconnaître comme étant avec nous, et chez nous, des gens qui sont là, sous le prétexte ridicule qu'ils sont musulmans, ou qu'ils viennent du fond de l'Afrique, ou, pire encore, qu'ils s'habillent et se coiffent comme ceci et non comme cela, ou qu'ils mangent une viande préparée de façon particulière ! Si à notre tour nous comptons pour rien, voire comme ennemis, les gens qui vivent ici mais que le capital compte pour rien. Si nous sommes incapables de parler et agir avec ces gens, tout spécialement eux, afin de créer dans la situation une ouverture, un chemin politique nouveau, d'entreprendre avec eux notre sortie affirmative, créatrice, d'un Occident enténébré.

C'est quand même terrible de considérer que la défaite révolutionnaire a été telle que nous ne sommes même pas en état d'avoir mentalement une représentation mondialisée des problèmes, alors que nos adversaires immédiats l'ont conquise depuis longtemps. Et ils l'ont conquise au détriment justement de tout ce qu'étaient les protections étatiques. Alors il faut qu'à notre tour, nous ayons la force de nous désintéresser partiellement de l'État lui-même, en tout cas de l'Etat tel qu'il est. Ne votons plus ! N'accordons aucune importance aux proclamations mensongères et vaines de nos gouvernants ! Retirons-nous ailleurs, dans les lieux où séjourne, indistincte souvent, mais réelle toujours, la volonté populaire. Parce que l'État, c'est ce qui vient quand « France » ne veut plus dire grand-chose. C'est alors que l'État

nous convoque, comme il le fait aujourd'hui. Mais nous savons, nous, que l'État, toutes tendances confondues, n'est en ce moment qu'un agent de la nouvelle séquence mondialisée du capital.

Il y a certes une contradiction entre le destin fasciste et criminel de la frustration d'un côté, et le développement mondial du capitalisme et de son support de masse, la classe moyenne. Il y a une contradiction meurtrière, on le voit bien. Cependant, c'est une contradiction subjective interne au capitalisme lui-même. Ce n'est pas une contradiction entre le Bien et le Mal. Ce n'est pas une contradiction entre les valeurs de la Civilisation et la Barbarie. C'est une espèce de torsion interne qui fait que se retourne contre l'Occident toute une partie de son impuissance. Son impuissance quand il s'agit de créer un espace subjectif habitable pour l'ensemble de la jeunesse du monde.

Ca n'excuse rien, ça n'excuse aucun crime. Le fascisme sous toute ses formes est une horreur. Mais il faut bien comprendre que cette contradiction-là, la contradiction entre le nihilisme meurtrier des fascistes et le déploiement impérial destructeur et vide du capitalisme mondialisé, nous ne pouvons et ne devons pas en devenir les agents. Dans aucune de nos déterminations les plus essentielles nous ne pouvons nous laisser structurer par cette contradiction-là.

Ce dont nous souffrons, c'est de l'absence à échelle mondiale d'une politique qui serait disjointe de toute intériorité au capitalisme. C'est l'absence à échelle mondiale de cette politique qui fait qu'apparaît et se crée une jeunesse fasciste. Ce n'est pas la jeunesse fasciste, le banditisme et la religion qui créent l'absence d'une politique d'émancipation apte à construire sa propre vision et à définir ses propres pratiques. C'est l'absence de cette politique qui crée la possibilité du fascisme, du banditisme et des hallucinations religieuses.

Je pense alors à la tragédie de Phèdre, la pièce de Racine, quand Phèdre dit, au moment où elle doit avouer son amour qui à ses propres yeux est un amour criminel : « Mon mal vient de plus loin ». Nous pouvons dire aussi que notre mal vient de plus loin que l'immigration, que l'Islam, que le Moyen Orient dévasté, que l'Afrique soumise au pillage... Notre mal vient de l'échec historique du communisme. Donc il vient de loin, en effet.

Par « communisme », j'entends simplement le nom, le nom historique qui a été donné à une pensée stratégique disjointe de la structure capitaliste hégémonique. Cet échec a été scellé probablement dès le milieu des années 70 du dernier siècle. Et c'est pour ça que la périodisation que nous proposons ici commence aux années 80, quand commencent à se faire sentir, sous la forme d'une énergie neuve du capitalisme, les effets délétères de l'échec.

Nous en sommes où aujourd'hui ? Il existe des expériences locales, il existe des convictions, je ne dis pas qu'il n'y a rien. Il existe toute une série de choses qui doivent être irriguées par une pensée neuve. Et il y a aussi une représentation très claire des forces disponibles. Il y a un

prolétariat nomade venu des zones les plus dévastées. Ce prolétariat nomade est très fortement internationalisé, déjà, et dans la terre entière. Nombre d'ouvriers en Corée sont largement népalais, ou venus du Bangladesh., tout comme une masse d'ouvriers ici sont venus du Maroc ou du Mali... Il y a cet énorme prolétariat nomade, qui constitue une avant-garde virtuelle de la masse gigantesque des gens dont l'existence, dans le monde tel qu'il est, n'est pas prise en compte.

Il y a quand même aussi des intellectuels, des gens de la classe moyenne, y compris occidentale, qui sont disponibles pour cette pensée neuve, qui la portent ou essaient de la porter. Tout le problème est qu'ils se lient au prolétariat nomade, qu'ils aillent le voir, le consulter, parler avec lui. Il ne naît de pensée neuve en politique que dans des alliances inattendues, dans des alliances improbables. Dans des trajets et des rencontres égalitaires.

Et puis, il y a une jeunesse... Il y a une jeunesse, qui, pour les raisons que j'ai dites, lorsqu'elle arrive au bord du monde, se demande ce que ce monde lui propose. Et elle n'a peut-être pas envie de s'incruster dans l'une des trois figures que j'ai appelées typiques. Elle n'a peut-être pas envie d'entonner le chant de la gloire de l'occident ; elle n'a peut-être pas envie d'être animée par un désir de cette gloire et de tenter d'y installer son destin ; et elle n'a peut-être pas envie non plus d'être dans le nihilisme meurtrier. Tant qu'une proposition stratégique autre ne lui sera pas faite, elle restera dans une désorientation essentielle. Le capitalisme est une machine à désorienter les sujets, dès lors qu'ils ne se résignent pas à s'installer simplement dans la vacuité du binôme consommateur / salarié.

Et s'il y a cette proposition, s'il y a cette irrigation par une pensée neuve, ce sera cela qui viendra à bout du fascisme contemporain. Ce ne sera pas les sordides guerres de l'Etat, qui ne nous promettent rien de bon. Ce sera la capacité de résorber, d'annuler la fascisation rampante, parce quelque chose d'autre sera proposé. Nous créerons une quatrième figure subjective typique, celle qui veut passer outre la domination du capitalisme mondialisé sans jamais s'installer dans le nihilisme, cet avatar meurtrier du désir d'occident. C'est cela qui est essentiel. Et pour cela, il faut que se créent des alliances particulières, il faut penser à une autre échelle. Il faut que les intellectuels, les différentes composantes de la jeunesse, soient organiquement liées, par des expériences d'abord locales puis plus générales, peu importe, au point où nous en sommes, l'échelle des choses. Mais que des jeunes de toutes provenance, que des intellectuels, fassent un geste, fassent un trajet, fassent un pas vers le prolétariat nomade.

Il y a une urgence, mais une urgence stratégique, proposée à tous. C'est un travail, et qui est un travail pour tout le monde. C'est un travail de la pensée, c'est aussi le travail, le trajet, d'aller voir qui est cet autre dont on vous parle, qui il est vraiment, de recueillir sa pensée, ses idées, sa vision des choses et de l'inscrire, lui, et vous en même temps, dans une vision

stratégique du destin de l'humanité, qui essaiera de faire que l'histoire de l'humanité oblique, change de direction, s'arrache au malheur opaque où en ce moment elle s'enfonce. Je suis d'un optimisme inébranlable, n'est-ce pas, donc je pense que c'est ce qui se fera.

Mais le temps presse. Le temps presse...